



**SÉMINAIRE SUR LA CONJONCTURE AU PREMIER SEMESTRE 2023 ET  
LES PREVISIONS MACROECONOMIQUES 2023-2026 DANS  
LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA, AU CABO-VERDE,  
EN GUINEE ET EN MAURITANIE**

**du 29 mai au 02 juin 2023**

**Points saillants**

## POINT 1 : INTRODUCTION

Un séminaire sur la conjoncture au premier semestre 2023 et les prévisions macroéconomiques 2023-2026 dans les Etats membres de l'UEMOA, au Cabo-Verde, en Guinée et en Mauritanie s'est tenu, du 29 mai au 02 juin 2023 à Ouagadougou (Burkina Faso). Ce séminaire a été organisé par la Commission de l'UEMOA, AFRISTAT et AFRITAC de l'Ouest.

Tous les Etats membres de l'UEMOA, à l'exception du Mali, étaient représentés par des participants respectivement en charge de l'analyse conjoncturelle et de la prévision macroéconomique. Les représentants de la Guinée et de la Mauritanie ont aussi participé aux travaux du séminaire. Des cadres de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG), d'AFRISTAT, d'AFRITAC de l'Ouest, de l'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO) et de la Commission de l'UEMOA y ont également pris part. (Cf. liste des participants en annexe).

Le séminaire avait pour objectif principal de faire le point de la conjoncture récente et des prévisions macroéconomiques 2023-2026 dans les Etats et de permettre, en outre, des échanges et discussions entre les participants. De manière spécifique, la rencontre visait à :

- présenter la situation conjoncturelle récente et les prévisions de la période 2023-2026 des Etats, en vue de faciliter les travaux de suivi de l'économie de la Commission de l'UEMOA, d'AFRISTAT, d'AFRITAC de l'Ouest, de la BCEAO et des autres institutions sous régionales et régionales ;
- identifier, dans l'évolution récente de la conjoncture économique, les éléments qui déterminent le niveau des agrégats macroéconomiques de l'année 2023, et voir, dans quelle mesure, ils conduisent à réviser les prévisions pour les années 2023 à 2026, élaborées au premier semestre de l'année 2023 ;
- partager l'expérience de chacun des Etats membres et des institutions régionales, ainsi que les bonnes pratiques dans le domaine de l'analyse conjoncturelle et les prévisions macroéconomique ainsi que sur le thème central « Evaluation du retour des finances publiques sur le sentier avant Covid-19 ».

## POINT 2 : OUVERTURE DES TRAVAUX

Le discours d'ouverture des travaux a été prononcé par **Monsieur Komlan Dodzi AGBODJI, Chargé de mission du Commissaire chargé du Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure**. Au cours de son intervention, il a d'abord remercié les autorités des Etats et des institutions partenaires pour avoir accepté la présence des participants au séminaire. Ensuite, il a rappelé que les recommandations du séminaire seraient fidèlement transmises aux plus hautes autorités de la Commission. Enfin, il a souhaité un plein succès aux travaux et déclaré ouvert le séminaire sur la conjoncture au premier semestre 2023 et les prévisions macroéconomiques 2023-2026 dans les Etats membres de l'UEMOA, au Cabo-Verde, en Guinée et en Mauritanie.

## POINT 3 : DEROULEMENT DES TRAVAUX DU SÉMINAIRE

Après la cérémonie d'ouverture, le projet de programme de travail a été amendé et adopté. Les travaux ont, par la suite, été organisés en trois (03) sessions de présentation de communications (Etats et Institutions) et leur modération a été assurée par Messieurs

**Kalidou THIAW** et **EDI Serge Jean** respectivement Directeur de la prévision et des études économiques de la commission de l'UEMOA et Directeur Général Adjoint d'AFRISTAT.

### **Session 1 : Communications-pays sur le diagnostic conjoncturel au premier semestre 2023 et les prévisions macroéconomiques 2023-2026**

Les représentants des Etats ont exposé les évolutions des indicateurs conjoncturels de leur pays respectif au premier semestre 2023 et les résultats des prévisions macroéconomiques sur la période 2023-2026.

Par Etat, les points saillants des communications se résument comme suit :

#### **a) Bénin**

L'activité économique, au premier semestre 2023, s'est déroulée dans un environnement globalement stable marqué par la tenue d'élections législatives au plan national et des élections présidentielles au Nigeria.

L'activité économique a progressé de 6,0% au quatrième trimestre 2022, portant la croissance économique de 2022 à 6,3% par rapport à 2021.

La campagne agricole 2023/2024 devrait être en hausse par rapport à la précédente avec une augmentation de la production agricole vivrière de 4,9% et des cultures de rente de 9,4%. Le trafic portuaire affiche une baisse de son activité mais avec des signes de reprise des embarquements (+2,8%) en mars 2023. Le trafic aérien poursuit, quant à lui, sa bonne dynamique amorcée depuis 2022 avec une hausse des escales d'aéronefs (+6,4%), des passagers à l'arrivée (+32,1%) et au départ (+27,0%) et du fret à l'exportation (+54,1%). S'agissant des échanges extérieurs, les importations de biens ont progressé de 7,5% pendant que les exportations enregistrent une légère hausse de 0,1% d'où une accentuation du déficit commercial au premier trimestre 2023 en glissement annuel. L'Indice Harmonisé des Prix à la consommation (IHPC) est en hausse de 3,8% en avril 2023 par rapport au même mois de l'année précédente. En moyenne annuelle, l'IHPC est en hausse de 1,8% en avril 2023.

En perspective sur le moyen terme 2023-2026, la politique économique serait conduite dans le cadre du Programme d'Action du Gouvernement (PAG) 2021-2026 qui s'appuie sur les orientations stratégiques du Plan National de Développement (PND) 2018-2025 ainsi que les acquis du PAG 2016-2021. Il est attendu la poursuite de la politique de transformation structurelle pour le relèvement des chaînes de valeurs ajoutées à travers le développement du secteur de la transformation, en particulier dans le domaine de l'agro-industrie. Sur cette base, le taux de croissance devrait se situer autour de 6,0% à l'horizon 2026 après 6,5% en 2024 comme en 2023.

#### **b) Burkina Faso**

Au premier trimestre 2023, l'activité économique est marquée par une stabilisation des tensions inflationnistes toujours persistantes et la poursuite des menaces sécuritaires notamment aux frontières Est et Nord du pays. Les prix à la production des principales céréales progressent à la hausse mais baissent en glissement annuel. Le niveau général des prix à la consommation enregistre une hausse trimestrielle de 1,2% et une hausse annuelle de 0,2%.

La production industrielle d'or baisse de 0,64% en glissement trimestriel et de 7,12% en glissement annuel induisant ainsi une baisse du secteur de l'extraction. Le PIB trimestriel a évolué faiblement à la hausse au quatrième trimestre 2022 (+2,2%). Les transactions extérieures se sont traduites par une baisse des exportations accompagnée d'une hausse

des importations en glissement annuel au cours du premier trimestre 2023. Quant à l'exécution budgétaire, elle fait ressortir, à fin mars 2023, un solde budgétaire global en détérioration comparativement au même trimestre de l'année précédente.

A l'issue d'un ralentissement de l'activité économique enregistré en 2022 (+3,0%) par rapport à 2021 (+6,5%), les perspectives de croissance au Burkina Faso restent favorables sur la période 2023-2026, au regard de la résilience de l'économie. Cette performance est attendue sous les hypothèses d'une accalmie des tensions géopolitiques au niveau international notamment la crise russo-ukrainienne, d'une amélioration de la situation sécuritaire nationale au regard des efforts déployés, d'un climat socio-politique apaisé et d'une pluviosité favorable sur ladite période. Ainsi, l'activité économique connaîtrait une croissance de 5,8% en 2023 tirée par tous les secteurs mais plus principalement par les secteurs tertiaire et secondaire dont les valeurs ajoutées connaîtraient une hausse respectivement de 7,3% et 5,4%. La croissance économique à moyen terme est attendue à 4,6% en 2024, 5,2% en 2025 et 4,7% en 2026. Sur la période 2023-2026, la croissance serait principalement portée du côté de l'offre par les secteurs tertiaire et secondaire dont les taux de croissance projeté s'établiraient en moyenne respectivement à 6,0% et 4,4%. Du côté de la demande, la consommation finale et l'investissement seraient les principaux moteurs de cette croissance. La situation budgétaire s'inscrirait en amélioration sur la période. Également, les échanges extérieurs resteraient marqués par une plus importante hausse des exportations relativement aux importations.

### **c) Côte d'Ivoire**

Au premier semestre 2023, l'environnement économique national est caractérisé par :

- une évolution mitigée du secteur primaire notamment la production agricole ;
- une relative dynamique du secteur secondaire, en lien avec la bonne tenue des activités industrielles et la poursuite des travaux des grands projets d'infrastructures (Routes, Hôtels et stades pour la Coupes d'Afrique des Nation en janvier CAN 2024) ;
- une poursuite de la bonne performance des activités dans le secteur tertiaire, excepté le transport ferroviaire et le fret aérien ;
- une inflation en moyenne annuelle de 5,3%.

Sur la période 2023-2026, le taux de croissance est projeté à 7,1% avec une inflation qui converge à terme vers 3%. Le déficit budgétaire en 2022 se situerait à 6,8% après 5,0% en 2021 et est projeté à 3,9% en moyenne sur la période 2023-2026. Le déficit du compte courant passerait de 6,9% du PIB en 2022 à 6,2% du PIB en 2023 avant de baisser à 4,9% du PIB en 2026. La croissance de la masse monétaire passerait à 9,0% en 2022 à 8,4% en 2023 et en moyenne à 9,9% sur la période 2024-2026. Le taux d'endettement estimé à 56,7% du PIB en 2022 demeurerait à terme en dessous des 70% du PIB. L'analyse de viabilité de la dette indique que le risque de surendettement du pays reste modéré.

### **d) Guinée**

Au premier semestre 2023, l'évolution des principaux indicateurs conjoncturels dénote une appréciable globalement favorable de l'activité économique nationale. En effet, les résultats de la campagne agricole 2022/2023 ont été appréciables, avec la hausse de la production des principaux produits vivriers notamment : le Maïs (5,2%) ; le Manioc (8,6%) ;

l'Arachide (+12,8%) ; l'Igname (17,2%) et la Pomme de terre (30,8%). Dans le secteur secondaire, les productions de bauxite, l'énergie, la construction, l'industrie manufacturière ont enregistré des évolutions positives au mois de février 2023. Les activités de transport, également, indiquent des hausses en mars 2023. Néanmoins, l'inflation a connu une légère hausse de 0,7% en variation mensuelle, au mois de mars 2023 contre 0,6% en février 2023. Au niveau des finances publiques, les soldes budgétaires sont excédentaires à fin mars 2023. Dans le secteur monétaire, le taux directeur est toujours stable à 11,5% et la masse monétaire est en progression de 20,7%, en avril 2023. Enfin, les échanges extérieurs se sont soldés par un excédent commercial au premier trimestre 2023.

En 2022, l'économie guinéenne est de nouveau ressortie résiliente malgré les conséquences du conflit russo-ukrainien. La croissance du PIB réel s'est située à 5,5% en 2022 contre 4,9% en 2021. Cette situation est essentiellement tirée par le secteur minier à travers la rentrée en production d'une nouvelle société de production de la bauxite.

S'agissant des perspectives macroéconomiques à court et moyen termes, elles ont été élaborées sous l'hypothèse que la mise en œuvre du Programme de Référence Intérimaire (PRI) 2022-2025 pourrait soutenir l'économie guinéenne. Ainsi, la croissance économique se situerait à 6,1% en 2023 et 7,4% en 2026 grâce au renforcement de la production minière, la bonne performance des activités agricoles, l'amélioration de la desserte en électricité et le renforcement des activités de construction. L'activité économique devrait connaître des taux d'inflation en moyenne annuelle de 9,2% en 2023 et 6,0% en 2026.

#### **e) Guinée-Bissau**

Au cours du premier trimestre 2023, l'activité économique a été marquée par une hausse de la production industrielle en glissement annuel notamment impulsée par celle des industries manufacturières et de la production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau. Sur la même période, les prix à la consommation ont connu une forte hausse portée par l'augmentation des prix des produits importés. Concernant le commerce extérieur, le solde commercial s'est détérioré, résultant de la hausse des exportations et des importations des biens, sur la période. Au niveau des finances publiques, les recettes budgétaires ont, en glissement annuel, enregistré une baisse alors que les dépenses ont augmenté aboutissant à un creusement du solde budgétaire global. En ce qui concerne, la masse monétaire est en hausse en glissement annuel.

L'activité économique en Guinée-Bissau pour l'année 2023 évolue dans un contexte économique mitigé. La croissance augmenterait de 4,9% en 2023 contre 4,2% en 2022 et en moyenne de 4,9% sur la période 2024-2026 tirée par l'ensemble des secteurs. Du côté de la demande, la consommation finale augmenterait de 0,6%, l'investissement de 19,7% et les exportations nettes de 14,7% en 2023. En perspectives sur la période 2024-2026, la consommation finale et l'investissement augmenteraient en moyenne de 4,5% et de 7,2% respectivement. L'inflation se réduirait progressivement sur la période 2024-2026 pour atteindre ses niveaux d'avant 2021 à partir de 2024.

Au niveau des finances publiques, le solde global ressortirait à -4,2% en 2023 contre -6,5% en 2022 et atteindre -2,0% sur le période 2024-2026. La balance des paiements

continuerait à afficher un solde global excédentaire sur la période 2024-2026 et la masse monétaire se consoliderait.

#### **f) Mauritanie**

Globalement la conjoncture économique a été peu favorable à l'activité économique, au premier semestre 2023, et elle est marquée par :

- une hausse de 18% de la production céréalière (campagne 2022-23) tirée par la production du riz (+81%) comparée à la campagne précédente ;
- un recul de l'activité industrielle (-15,2%) ;
- une stagnation des activités du BTP ;
- une consolidation des activités de transport aérien ;
- une progression du PIB trimestriel ;
- un niveau toujours élevé de l'inflation ;
- une amélioration du déficit commercial ;
- une faible réduction du déficit budgétaire global.

En ce qui concerne les perspectives, elles demeurent bien orientées à court et moyen termes. Les projections tablent sur un taux de croissance de 4,6% en 2023 contre 6,8 en 2022 et de 8,5% en moyenne sur la période 2024-2026, soutenu par les activités extractives notamment la production du gaz à partir de 2024 et par une reprise des secteurs primaire et tertiaire.

#### **g) Niger**

Au plan national, au cours du premier semestre 2023, la conjoncture économique nationale est assez favorable à l'activité économique en dépit du contexte sécuritaire toujours difficile et de la hausse du niveau général des prix.

Globalement, l'activité économique du Niger est marquée par :

- une croissance de 37,2% de la production agricole 2021/2022 par rapport à celle de 2020/2021 ;
- une hausse de 9,3% des recettes totales au premier trimestre 2023 ;
- une hausse des prix à la consommation de 0,3% en avril 2023 par rapport à mars 2023 ;
- une amélioration du solde commercial au premier trimestre 2023 résultant d'une hausse de 69,3% des exportations et d'une baisse de 21,8% des importations, par rapport au quatrième trimestre 2022.

En 2023, l'activité économique resterait vigoureuse dans un contexte international peu favorable et la persistance des menaces sécuritaires. L'économie devrait enregistrer un taux de croissance de 7,0% en 2023 après 11,9% en 2022. A moyen terme, la croissance économique serait de 13,0% en 2024 puis à 7,0% en 2025 et s'établirait à 6,2% en 2026 soit un taux de croissance annuel moyen de 8,7% sur la période soutenue par l'ensemble des secteurs d'activité.

#### **h) Sénégal**

Au premier trimestre 2023, l'activité industrielle est marquée par une dégradation de la production, en glissement annuel, en relation avec la contreperformance des industries

manufacturières (-8,8%), environnementales (-6,4%) et dans une moindre mesure des extractives (-1,0%). En revanche, la production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau (+16,0%) s'est améliorée sur la période sous revue. Au niveau des prix, il est noté une hausse des prix à la consommation de 0,5% entre mars et avril 2023 avec un taux d'inflation de 10,8% à fin avril 2023. Par ailleurs, il est noté une bonification de 2,5% des prix des produits industriels sur les quatre (04) premiers mois de l'année 2023 comparativement à leurs niveaux de la même période de 2022. De même, le coût de la construction des logements neufs à usage d'habitation a augmenté de 6,4% en variation annuelle au premier trimestre 2023. S'agissant des échanges extérieurs, ils ont affiché une hausse des exportations (+14,1%) et des importations (+11,5%) sur les trois (03) premiers mois de 2023 relativement à la même période de 2022. La balance commerce est déficitaire est de 757,0 milliards de FCFA à fin mars 2023.

Les prévisions de croissance de l'année 2023 sont bien orientées au regard du début de la production de pétrole et de gaz attendu au second semestre. Globalement, l'activité économique est attendue en hausse de 8,8% en 2023 contre 4,2% en 2022 et le cadre macroéconomique devrait se consolider avec un taux de croissance moyenne de 8,1% sur la période 2023-2026.

En 2023, Le déficit budgétaire est projeté à 4,8% du PIB à fin 2023 et serait autour de 3,1% en moyenne sur la période 2023-2026. Pour ce qui concerne les échanges extérieurs, le solde global de la balance des paiements serait excédentaire en 2023 et sur la période 2024-2026. La situation monétaire serait marquée par une expansion de la masse monétaire sur la période sous-revue.

### **i) Togo**

Dans un contexte de tension inflationniste et de menace sécuritaire grandissant mais sans aucun conflit interne, le premier semestre de 2023 est marqué par une baisse des prix à la pompe du gasoil, une bonne pluviométrie en début de la campagne agricole 2023-2024, une bonne tenue du secteur tertiaire entre autres avec une appréciation des activités portuaire et aéroportuaire, une hausse du commerce extérieure puis une situation monétaire qui s'apprécie avec la hausse de la masse monétaire et l'amélioration des créances intérieures.

Cette situation conjoncturelle contribuerait, en 2023, à porter le taux de croissance de 6,4% pour une inflation de 7,1% à fin mars et avril 2023. La situation budgétaire serait déficitaire de 6,6%. En perspective, la croissance moyenne annuelle du PIB serait en moyenne de 6,9% sur la période 2024-2026 avec des taux de 6,7% en 2024, 7,0% en 2025 et 7,1% en 2026.

## **Session 2 : Conjoncture économique et perspectives économiques vues par les organisations sous régionales et internationales**

### **(i) Situation économique et financière 2022 dans l'UEMOA et perspectives**

La Commission a rappelé, dans sa communication, que le pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité (PCSCS) étant suspendu, elle ne pouvait présenter

un état de la convergence en 2022. Pour ce qui est de la situation économique et financière, on peut noter que l'Union enregistrerait un taux de croissance de 5,9% en 2022, contre 6,0% en 2021. Au plan financier, le déficit global dont compris de situerait à 5,7%, contre 5,5% en 2021, sous l'effet de la régression des recettes totales, notamment fiscales, et de la progression des dépenses totales et prêts nets.

Le taux de croissance devrait se redresser en 2023 pour atteindre 7,0% et la dynamique de croissance se poursuivrait jusqu'en 2026.

### **(ii) Communications d'AFRISTAT sur l'environnement international**

Les principales tendances des informations lues dans la base de données d'AFRISTAT montrent ce qui suit.

- Les perspectives économiques mondiales en termes d'activité annoncent un ralentissement à moyen terme dû aux effets des différentes crises (crise russo-ukrainienne, énergétique, bancaire et géopolitiques) ;
- Les taux d'intérêt se relèvent suite aux resserrements monétaires sur les marchés bancaires développés ;
- Les cours des produits de base s'abaissent mais restent à des niveaux plus élevés qu'avant 2019 ;
- On constate une perturbation du commerce international ;
- On constate une montée inflationniste générale qui s'atténue surtout dans les pays du G7 et les BRICS mais reste élevée.

### **(iii) Communication de la BCEAO sur la conjoncture économique régionale et perspectives**

Le représentant de la BCEAO a indiqué que l'activité économique au sein de l'UEMOA a poursuivi son redressement au cours du premier trimestre 2023. En effet, sur la base des indicateurs conjoncturels, les activités marchandes de l'économie de la région augmenteraient de 10,2% au premier trimestre 2023, après une réalisation de + 8,3% à la même période de 2022. Le dynamisme économique proviendrait de la poursuite des projets de construction des infrastructures de base, de l'accroissement des productions agricoles et manufacturières ainsi que de l'essor des services. En outre, les économies de l'Union ont évolué dans un contexte marqué par le ralentissement de la croissance mondiale, induit par la guerre en Ukraine, la persistance de l'inflation à des niveaux élevés et le durcissement de la politique monétaire. Le repli de la reprise de l'activité économique touche la plupart des partenaires commerciaux de l'Union (pays avancés et économies voisines). Les cours des produits de base exportés par les pays se sont renforcés, en lien avec la baisse de l'offre et la reprise de la demande.

L'inflation s'est établie à 5,8% au premier trimestre 2023 et 4,6% en avril 2023, après une réalisation de +7,4% en 2022. La baisse du niveau général des prix à la consommation est essentiellement imputable à l'offre suffisante des produits alimentaires et à la détente des prix de ces produits sur les marchés internationaux. La situation monétaire à fin mars 2023 est caractérisée par une augmentation de 8,5%, en rythme annuel, de la masse monétaire, tirée par les créances intérieures (+18,9%), les actifs extérieurs nets étant en baisse (-59,4%). La situation extérieure des pays de l'Union s'est dégradée, avec le creusement du déficit commercial et de la balance des services. Le déficit budgétaire, élevé en 2022, a enregistré une nette amélioration au cours du premier trimestre 2023 (4,1% du PIB), comparé à la même période de 2022 (5,8%).

En perspective, à l'instar des pays partenaires commerciaux de l'Union, il est attendu un repli de la croissance des pays de l'UEMOA en 2023 (-0.3 point). La croissance de l'activité économique se situerait à 6,3% en 2023 et 6,9% en 2024, au lieu des taux de 6,6% et 7,5%, attendus en octobre 2022. Les prévisions d'inflation laissent entrevoir la poursuite de la baisse des prix à la consommation, en lien avec le maintien d'un bon approvisionnement des marchés, le repli des cours des produits alimentaires et les relèvements récents des taux directeurs par la BCEAO. Il est attendu une décélération du taux d'inflation qui s'établirait à 4,4% en 2023 et 2,8% en 2024. La consolidation de l'activité économique dans les Etats membres de l'Union, dans un contexte international et interne empreint d'incertitudes, nécessite la consolidation des mesures de riposte de l'inflation, la poursuite de la promotion du secteur privé et l'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques.

#### **(iv) Communication de l'AMAO**

L'AMAO a, dans sa présentation, décrit les principaux objectifs et missions assignés à l'Agence, les progrès réalisés dans le cadre de la mise en œuvre des activités de la feuille route de lancement de l'éco, notamment en matière de convergence et stabilité macroéconomique, des cadres institutionnel et juridique de l'union monétaire, de politique de change, de politique monétaire et d'harmonisation des normes et pratiques statistiques, ainsi que les défis à relever.

### **Session 3 : Communications sur le thème central du séminaire**

#### **(i) Communication de la Commission de l'UEMOA**

Il a été rappelé que le mécanisme de surveillance multilatérale a été institué dans l'UEMOA en vue principalement d'assurer la coordination des politiques budgétaires nationales et leur compatibilité avec la politique monétaire commune. Ce mécanisme concourt à promouvoir une politique budgétaire susceptible d'asseoir les bases d'une viabilité financière durable et quatre (04) Actes additionnels ont été pris avec le solde budgétaire global comme critère clé et le taux d'endettement au niveau des critères de 1<sup>er</sup> rang.

Depuis 2019, les Etats membres de l'UEMOA font face à des chocs externes et internes qui ont contribué à faire dévier le solde budgétaire global de sa trajectoire de consolidation et augmenter le taux d'endettement. Il s'agit au niveau externe de la : (i) crise sanitaire de la Covid-19 en 2020 ; et crise géopolitique en 2022 (inflation, fragmentation mondiale, etc.). Au niveau interne, les chocs concernent : (i) l'accentuation de la crise sécuritaire dans le Sahel et son extension à certains pays côtiers ; (ii) l'instabilité politique (4 coups d'Etat militaire, des tentatives ...) et (iii) le changement climatique (période de sécheresse plus rapprochée, inondations, etc.).

L'évaluation des finances publiques au sein des Etats membres a permis de relever que le déficit budgétaire global de l'Union a baissé progressivement sur la période 2015-2019 permettant ainsi à l'Union de converger à l'horizon de convergence 2019. Par ailleurs, le taux d'endettement a évolué à un rythme relativement modéré dans l'ensemble des Etats membres, bien que manière assez divergente sur ladite période.

Suite à ces différents chocs, il ressort depuis 2020 que : (i) le déficit budgétaire global se creuse davantage suite à l'impact des crises externe et interne ; (ii) le taux d'endettement est en hausse en lien avec les besoins de développement des Etats membres et ; (iii) en perspectives le retour des indicateurs des finances publiques à leur trajectoire d'avant crise

sanitaire serait attendu à partir de 2026. Toutefois, ce retour est soumis à des risques dont entre autres : (i) la dégradation de la situation sécuritaire avec l'augmentation des dépenses y relatives ; (ii) l'inefficacité et le retard de mise en œuvre des réformes dans le domaine de la mobilisation des recettes, notamment fiscales, et de la gestion de la dette publique ; (iii) la persistance de l'inflation avec le maintien de la hausse des subventions en 2023 et 2024 ; et (iv) le relâchement plus long que prévu des conditions financières. Il a été recommandé, à cet effet, de veiller à une mise en œuvre efficace des réformes dans le domaine des finances publiques et une gestion prudente de la dette publique.

## **(ii) Communication d'AFRITAC-Ouest**

La présentation d'AFRITAC de l'Ouest a fait une analyse des tendances récentes des agrégats macro budgétaires dans les pays de l'UEMOA en termes d'efforts de mobilisation des recettes et de réduction des déficits. Elle a ensuite fait le tour de la littérature portant sur les expériences internationales en matière de consolidation budgétaire et du rôle des dispositifs de cadrage macroéconomique et budgétaire dans la conduite des réflexions et la formulation des objectifs et des mesures de politique économique et budgétaire. La communication a fait le point des facteurs clés de réussite de la consolidation budgétaire, sur leurs impacts et sur leurs conceptions.

Il ressort des discussions que l'engagement politique et le moment choisi pour lancer les actions d'assainissement budgétaire sont plus déterminants que l'existence de règles budgétaires. Il a été suggéré aux participants d'approfondir les analyses des tendances macro-budgétaires, de faire le point des mesures d'atténuation ou de réduction de l'exposition aux risques et de proposer la fin de celles qui devraient être de nature temporaire.

## **POINT 4 : RECOMMANDATIONS**

Les participants au séminaire sur le point de la conjoncture récente et les prévisions macroéconomiques 2023-2026 dans les Etats membres de l'UEMOA, au Cabo-Verde, en Guinée et en Mauritanie ont formulé les recommandations ci-après :

### **1. A l'attention des Etats**

- transmettre systématiquement les données aux institutions, après chaque révision ;
- lire avec attention les termes de référence transmis par la Commission et AFRISTAT, avant chaque séminaire, afin d'avoir une idée précise des attentes de la rencontre ;
- faire des efforts et prendre des dispositions pour fournir des données sur le semestre objet du séminaire ou webinaire ;
- respecter le canevas des présentations communiqué par AFRISTAT et la Commission ;
- transmettre à la Commission les présentations pays et les résumés avant chaque séminaire ou webinaire ;
- répondre rapidement aux courriers des institutions dans les délais ;
- partager, avec les institutions, les études menées sur l'impact des risques dues aux différentes crises ;

- procéder régulièrement à l'évaluation de l'impact des politiques et des mesures de réponses aux chocs ;
- transmettre aux institutions dans les meilleurs délais, la liste actualisée des indicateurs conjoncturels produits par les INS et les différentes publications.

## **2. Aux institutions :**

- envoyer les lettres d'invitation accompagnées de l'ensemble des dossiers y afférents un mois, au moins, avant le séminaire ;
- organiser un séminaire de partage d'expériences sur les méthodologies de désaisonnalisation des séries chronologiques dans les Etats, compte tenu de l'abondance des indicateurs conjoncturels produits ;
- réorganiser un séminaire sur les techniques rédactionnelles appliquées aux documents économiques ;
- organiser un séminaire sur l'analyse des risques macroéconomiques et les mesures d'atténuation ;
- organiser un séminaire sur les indicateurs avancés de la conjoncture ;
- renforcer la collaboration entre les institutions dans le cadre de l'organisation des séminaires de conjoncture.

## **POINT 5 : CLÔTURE DES TRAVAUX**

La clôture des travaux a été prononcée par Monsieur EDI Serge Jean, Directeur Général Adjoint d'AFRISTAT. Il a adressé ses sincères remerciements aux participants pour le travail abattu au cours de ces cinq (05) jours. Il les a ensuite rassurés de l'accompagnement continu de la Commission et des institutions en matière de renforcement des capacités dans les domaines de l'analyse conjoncturelle et des prévisions macroéconomiques afin de permettre aux autorités de prendre des décisions idoines. Enfin, il a déclaré clos les travaux du séminaire.

## **POINT 6 : MOTION DE REMERCIEMENT**

Les participants au séminaire sur la conjoncture au premier semestre 2023 et les prévisions macroéconomiques 2023-2026 dans les Etats membres de l'UEMOA, au Cabo-Verde, en Guinée et en Mauritanie tenue à Ouagadougou du 29 mai au 02 juin 2023, expriment leur profonde gratitude aux Autorités burkinabé notamment à Son **Excellence Monsieur Ibrahim TRAORE**, à son Gouvernement et au Peuple Burkinabé, pour l'accueil chaleureux et fraternel qui leur a été réservé durant leur séjour à Ouagadougou.

Ils expriment leurs remerciements à la Commission de l'UEMOA pour les moyens mis à leur disposition pour le bon déroulement de leurs travaux.

## ANNEXE 1 : Liste des participants

| N°  | NOM ET PRENOMS               | PAYS          | FONCTION                                                     | EMAIL / TELEPHONE                                                                                                                     |
|-----|------------------------------|---------------|--------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1.  | KOUTCHADE<br>Alban Gildas    | BENIN         | Chef du Service de la Programmation économique et financière | <a href="mailto:gildaskoutchade@yahoo.fr">gildaskoutchade@yahoo.fr</a>                                                                |
| 2.  | BANON Symphorien             |               | Chef du Service des Statistiques conjoncturelles             | <a href="mailto:sbanon@instad.bj">sbanon@instad.bj</a>                                                                                |
| 3.  | OUEDRAOGO Abdoulaye          | BURKINA FASO  | Chargé d'Analyses et de Prévisions macroéconomiques          | <a href="mailto:abdoullahoued@gmail.com">abdoullahoued@gmail.com</a>                                                                  |
| 4.  | NIANGAO Issaka               |               | Ingénieur Statisticien Economiste                            | <a href="mailto:niangaoiss@yahoo.fr">niangaoiss@yahoo.fr</a>                                                                          |
| 5.  | AKAFFOU Franck Herve         | COTE D'IVOIRE | Directeur DSECE                                              | <a href="mailto:h.akaffou@stat.plan.gouv.ci">h.akaffou@stat.plan.gouv.ci</a>                                                          |
| 6.  | SANOGO Yaya                  |               | Sous-Directeur des Prévisions Economiques                    | <a href="mailto:drsanogo@yahoo.fr">drsanogo@yahoo.fr</a>                                                                              |
| 7.  | BALDE Saico                  | GUINEE BISSAU | Technicien comptes nationaux - INE                           | <a href="mailto:saicob86@gmail.com">saicob86@gmail.com</a>                                                                            |
| 8.  | AIDARA LY Serifo Inussa      |               | Directeur de Service de la Prévision Macroéconomique         | <a href="mailto:seaidaraly.dgpee@gmail.com">seaidaraly.dgpee@gmail.com</a>                                                            |
| 9.  | LAOUALI Mahaman<br>MAHAMAN   | NIGER         | Chef de la Division Synthèse conjoncturelle                  | <a href="mailto:mahaman2012@yahoo.fr">mahaman2012@yahoo.fr</a>                                                                        |
| 10. | MOHAMADOU MALIKI<br>Zeynabou |               | Cheffe de la Division conjoncture                            | <a href="mailto:zmdramadou@yahoo.fr">zmdramadou@yahoo.fr</a><br><a href="mailto:zmalai@ins.ne">zmalai@ins.ne</a><br>+ 227 96 38 51 59 |

| N°  | NOM ET PRENOMS              | PAYS       | FONCTION                                                | EMAIL / TELEPHONE                                                                                            |
|-----|-----------------------------|------------|---------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 11. | DIALLO Ramlatou             | SENEGAL    | Cheffe du Bureau des Enquêtes conjonctures ANSD         | <a href="mailto:ramlatou.diallo@ansd.sn">ramlatou.diallo@ansd.sn</a><br>+ 221 77 360 34 61                   |
| 12. | Dr DIAGNE Idrissa           |            | Chef de Bureau                                          | <a href="mailto:diagneidrissa@hotmail.com">diagneidrissa@hotmail.com</a>                                     |
| 13. | AGBOKA Komi Venunye         | TOGO       | Chef Division des Statistiques d'entreprises à l'INSEED | <a href="mailto:kagbka@inseed.tg">kagbka@inseed.tg</a><br>+ 228 70 47 47 60                                  |
| 14. | AVEYA Prenam                |            | Chargé d'étude à la DGEAE du MEF                        | <a href="mailto:aveyaprenam@gmail.com">aveyaprenam@gmail.com</a><br>+ 228 93483677                           |
| 15. | KEITA Morike                | GUINEE     | Chef de Section conjoncture nationale                   | <a href="mailto:Keitamorike88@yahoo.fr">Keitamorike88@yahoo.fr</a>                                           |
| 16. | BILIVOGUI Bruno Fagbon      |            | Chef de Service Recherche / BCRG                        | <a href="mailto:brunofagbonbilivogui@gmail.com">brunofagbonbilivogui@gmail.com</a>                           |
| 17. | SARRE Adama                 | MAURITANIE | Directeur de la Prévision et d'Analyse Economique       | <a href="mailto:sarre@economie.gov.mr">sarre@economie.gov.mr</a>                                             |
| 18. | WANE Abdoulaye              |            | Chef Service                                            | <a href="mailto:abwane@hotmail.com">abwane@hotmail.com</a>                                                   |
| 19. | ISSA ZANGO Ango             | BCEAO      | Chef de Service                                         | <a href="mailto:anzgo@yahoo.fr">anzgo@yahoo.fr</a><br><a href="mailto:azango@bceao.int">azango@bceao.int</a> |
| 20. | DIALLO ALHASSANE<br>Mariame | AMAO       | Economiste en Chef                                      | <a href="mailto:amdiallo@amao-wama.org">amdiallo@amao-wama.org</a>                                           |
| 21. | EDI Serge Jean              | AFRISTAT   | Directeur Général Adjoint                               | <a href="mailto:edi@afristat.org">edi@afristat.org</a>                                                       |

| N°  | NOM ET PRENOMS                 | PAYS    | FONCTION                                              | EMAIL / TELEPHONE                                              |
|-----|--------------------------------|---------|-------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|
| 22. | AGBODJI Komlan Dodzi           | C/UEMOA | Chargé de Mission du Commissaire DPE                  | <a href="mailto:kagbodji@uemoa.int">kagbodji@uemoa.int</a>     |
| 23. | Dr KY Eric                     |         | Chef Division Commande Budget                         | <a href="mailto:eky@uemoa.int">eky@uemoa.int</a>               |
| 24. | THIAW Kalidou                  |         | Directeur de la Prévision et Etudes Economiques       | <a href="mailto:thiaw@uemoa.int">thiaw@uemoa.int</a>           |
| 25. | CAMARA Aba                     |         | Ingénieur Statisticien Economiste                     | <a href="mailto:acamara@uemoa.int">acamara@uemoa.int</a>       |
| 26. | DANHOUME Elvis Roméo S.        |         | Statisticien                                          | <a href="mailto:EDANHOUME@uemoa.int">EDANHOUME@uemoa.int</a>   |
| 27. | HAROUNA IDE Soumana            |         | Chargé des Prévisions et Etudes Economiques           | <a href="mailto:sharouna@uemoa.int">sharouna@uemoa.int</a>     |
| 28. | GNAGNA-WAKA Matherunwa         |         | Chef de la Division du Suivi des Economies Nationales | <a href="mailto:mwgnagna@uemoa.int">mwgnagna@uemoa.int</a>     |
| 29. | ZION Amed Akiri                |         | Protocole                                             | <a href="mailto:azion@uemoa.int">azion@uemoa.int</a>           |
| 30. | YARTHE ALY YAROU<br>Nafissatou |         | Chef de Secrétariat                                   | <a href="mailto:nwalters@uemoa.int">nwalters@uemoa.int</a>     |
| 31. | OUEDRAOGO Théophile            |         | Huissier                                              | <a href="mailto:touedraogo@uemoa.int">touedraogo@uemoa.int</a> |

